

Unité départementale de l'Isère  
Pôle Territorial  
17, boulevard Joseph Vallier 38030 GRENOBLE Cedex 02

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur



### Société REXOR à Villages du lac de Paladru

La Feydelière, 172 rue Saint Michel

Références : 2024-Is036TN3

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement REXOR sur la commune de Villages du lac de Paladru. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REXOR
- 172 rue Saint Michel, Villages du lac de Paladru
- Code AIOT dans GUN : 061-3032
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED
- Effectif : 90 personnes

La présente inspection traite des suites de la dernière inspection du 19 octobre 2023.

Elle fait notamment le point sur les AP d'astreinte administrative **DDPP-DREAL UD38-2021-07-02 du 2/7/2021 et DDPP-DREAL UD38-2022-10-14 du 19 octobre 2022** et les APMD **DDPP-DREAL-UD38-2020-06-08 du 10 juin 2020, DDPP-DREAL UD 38-2021-07-01 du 2 juillet 2021 et DDPP-DREAL UD38-2023-12-18 du 20 décembre 2023.**

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite d'inspection du 25/06/2024 de l'établissement REXOR implanté sur la commune de Villages du lac de Paladru, les constats établis amènent l'inspection des installations classées à proposer à Monsieur le Préfet les suites administratives suivantes.

**Point de contrôle n°1 (respect des valeurs limites de rejets de COV) : liquidation partielle de l'astreinte DDPP-DREAL UD38-2022-10-14 du 19 octobre 2022 , proposition de consignation de somme et demande d'action corrective.**

**Point de contrôle n°2 (conditions de réalisation des mesures externes en COV à la cheminée de l'oxydateur) : demande d'action corrective.**

**Point de contrôle n°3 (valeurs limites en COV en aval de l'oxydateur) : proposition d'amende administrative, demandes d'actions correctives.**

**Point de contrôle n°4 (surveillance en continu à la cheminée de l'oxydateur) : liquidation partielle de l'astreinte DDPP-DREAL UD38-2021-07-02 du 2 juillet 2021.**

**Point de contrôle n°5 (nuisances sonores) : demande d'action corrective.**

**Point de contrôle n°6 (modifications des conditions d'exploiter) : demande de confirmation de délai.**

**Point de contrôle n°7 (stockage nitrocellulose) : proposition d'amende administrative.**

**2-3) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle n°1 : valeurs limites de rejets de COV**

<b>Référence réglementaire : AP d'astreinte administrative DDPP-DREAL UD38-2022-10-14 du 19 octobre 2022</b>									
<b>Prescription contrôlée</b>									
La société REXOR, sise sur le territoire de la commune de Villages de Paladru à l'adresse suivante 172 rue Saint Michel est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de cent cinquante euros jusqu'à satisfaction des dispositions suivantes de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 juin 2020 :									
respect de l'article 3.2.5 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019 qui stipule que les émissions cibles totales de l'atelier enduction ne doivent pas dépasser 12,5 % de l'émission de référence égale à 4 fois la consommation d'extrait sec.									
Le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.									
L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.									
<b>Constats :</b>									
Il est rappelé q'un AP DDPP-DREAL UD38-2023-12-04 du 11 décembre 2023 a porté liquidation partielle de l'astreinte administrative journalière imposée par l'AP du 19 octobre 2022 suite aux constats réalisés le 19 octobre 2023.									
Comme les années précédentes, les émissions de l'atelier enduction calculées dans le PGS 2023 sont largement supérieures au niveau autorisé, comme le montre le tableau ci-dessous : 295,8 tonnes de solvants rejetées contre 43,7 tonnes autorisées.									
A noter que des corrections sur le PGS 2023 vont être demandées à l'exploitant; celles ci pourraient conduire à une correction des rejets calculés sans remettre en cause la non conformité établie.									
solvants	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	

en tonnes (MEK principale ment)									
Rejet Atelier enduction	62	46,7	45,2	<b>234,8</b>	<b>153</b>	<b>245,5</b>	<b>165,6</b>	<b>295,8</b>	
VL atelier enduction *	56,8	57,1	57,1	<b>53,3</b>	<b>50,2</b>	<b>50,7</b>	<b>46,3</b>	<b>43,7</b>	
									Valeur limite
Atelier laques**	14,2t soit 3,6 %	12,2t soit 3 %	22,6t soit 5 %	13t soit 3,7 %	14,5t soit 4,26 %	30,3t soit 6,4%	107t soit 14,2 %	59,7t soit 8,6 %	5,00 %

\*Les rejets totaux de l'atelier enduction ne doivent pas dépasser 12,5 % de l'émission de référence égale à 4 fois la consommation d'extrait sec (article 3.2.5 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019)

\*\* Les rejets totaux de l'atelier laques ne doivent pas dépasser 5 % de la consommation de solvants utilisés sur le site. (conforme à l'AM du 02/02/98 article 30.23 et à l'arrêté type 1978)

#### **Rappel des échanges du 19 octobre 2023**

Par courrier du 26/10/2022 adressé au préfet, l'exploitant a transmis le bon de commande pour un SRU, investissement d'un montant de 2,3 millions d'euros. Cet engagement a conduit l'inspection à retirer sa proposition de consignation de somme formulée suite à l'inspection du 1er mars 2022.

Cependant, les études détaillées ont révélé des problématiques au niveau du dimensionnement (capacité à traiter la charge en COV, surcoût à 3,2 millions d'euros) et des risques accidentels (scénarios avec effets hors site).

Il a donc été décidé en juin 2023 de rebasculer sur une solution OTR (OTR 4 en plus de l'OTR 3 actuel) dont le coût est estimé à 1,9 millions d'euros (coût total de 2,5 millions d'euros). Il est prévu une surveillance amont et aval par FID et une ressource dédiée à la conduite des OTR.

Les dernières consultations sont en cours. Un bon de commande devrait pouvoir être transmis avant fin 2023. Le délai de mise en service à compter du passage de commande est estimé entre 12 et 14 mois.

#### **Bilan des échanges du 25 juin 2024**

Les engagements n'ont pas été tenus puisqu'aucune commande n'a été passée.

L'exploitant présente le résultat de nouvelles études techniques et consultations réalisées et présentées aux actionnaires en mai 2024.

Option 1 avec 1 seul OTR 4 à 80 000 Nm<sup>3</sup>/h

Option 2 avec 1 nouvel OTR 4 à 56 000 Nm<sup>3</sup>/h en plus de l'OTR 3 actuel.

3 fournisseurs potentiels ont été consultés pour des fourchettes de prix :

- entre 2,4 et 3,3 millions d'euros pour l'option 1,
- entre 2,2 et 2,8 millions d'euros pour l'option 2.

L'actionnaire (groupe indien JINDAL) ne s'est pas positionné sur une des solutions mais a demandé à REXOR d'étudier une solution d'achat d'OTR d'occasion en Espagne.

L'exploitant ne propose donc ni solution technique, ni délai.

### **Examen du PGS 2023**

L'examen du PGS 2023 amène l'inspection à formuler les remarques et demandes de corrections suivantes.

#### **Pour la formulation**

Page 11, erreur report valeur 07 / page 10 mais pas d'impact sur le résultat calculé.

Pages 15 et 16, confusion entre consommation et utilisation dans la formule du % des émissions diffuses (sans impact sur les calculs).

Pour l'enduction, les calculs de O1 et O5 sont à revoir.

L'absence de résultats de mesures en continu et externes en 2023 a conduit l'exploitant à utiliser des données en entrée de l'OTR mesurées à partir de sondes ATEX pour le calcul de O5 et O1.

L'exploitant a utilisée la méthode de calcul valable pour les valeurs données par un FID (conversion de "eqC" en solvant, facteur de réponse du constructeur) ce qui n'est pas adaptée aux valeurs utilisées.

Pour le calcul de O1, l'application d'un rendement de 96% pour l'OTR 100% du temps apparaît non justifié dans la mesure ou le taux de disponibilité de l'OTR n'est pas connu.

Le calcul des termes O1 et O5 sera corrigé en 2024 grâce à la fiabilisation des mesures en continu en entrée et/ou sortie de l'OTR (débits et concentrations) et du calcul du rendement de l'OTR en découlant.

Le détail du calcul du facteur de conversion pour passer du mg eqC en masse de solvant doit être indiqué dans le PGS.

Page 16

L'AP raisonne en émission totale.

Le Bref STS raisonne en émission diffuse (72,6 % de diffus en 2023 contre 12 pour le BREF)

### **Avis de l'inspection des ICPE : non conforme**

#### **Proposition de suites :**

#### **Liquidation partielle de l'astreinte du 19/10/2022**

**Date de notification de l'APAA : 27/10/2022**

**Date du dernier constat ayant donné lieu à une levée partielle de l'astreinte : 19/10/2023 non inclus**

**Date du nouveau constat de non respect : 25/06/2024**

**250 jours X 150 euros = 37500 euros**

**Proposition de consignation de somme pour non respect de l'APMD DDPP-DREAL-UD38-2020-06-**

**08 du 10 juin 2020**

Déjà proposé en mars 2022 mais non suivi compte tenu des engagements pris par l'exploitant en octobre 2022, engagements non tenus.

**En l'absence de positionnement de l'exploitant sur une des propositions techniques étudiées, le montant maximal de 3,3 millions d'euros sera retenu.**

**Demande d'action corrective 2024**

Prendre en compte les remarques de l'inspection pour le PGS 2024

**Nom du point de contrôle n°2 : conditions de réalisation des mesures externes en COV à la cheminée de l'oxydateur****Référence réglementaire : APMD DDPP-DREAL-UD38-2020-06-08 du 10/6/2020**

Respect avant le 31/12/2020 de l'article 3.2.1 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019 qui stipule que

« les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées. »

**Prescription contrôlée**

Suite à l'inspection du 19 octobre 2023, l'inspection a considéré que l'APMD était respecté sur ce point mais a formulé une DAC.

Demande d'action corrective 2023 n°2

Faire valider les mesures de débit par les deux sondes ATEX via une mesure comparative normalisée externe.

**Constats :**

Aucune mesure externe réalisée en 2023.

Deux contrôles externes seront réalisés en 2024 : un déjà réalisé en février et un autre à venir.

Sur la base du contrôle externe réalisé le 13 février 2024 entre 8h50 et 10h20 pour l'aval OTR et 12h15 et 13h45 pour l'amont OTR, on note une bonne cohérence entre débits aval et amont de l'OTR.

- Débit amont à 31 000 Nm<sup>3</sup>/h sur sec.

- Débit aval à 33 000 Nm<sup>3</sup>/h sur sec.

Ces valeurs sont cohérentes avec celles mesurées en 2022.

Le % d'H<sub>2</sub>O est de 2,2 % en aval de l'OTR : l'absence de mesure de la teneur en eau pour corriger les valeurs FID n'engendre pas d'erreurs significatives.

Absence de comparaison avec les valeurs des sondes ATEX de débit.

Cette comparaison s'est révélée impossible, l'exploitant ne disposant pas de valeurs pour la période considérée sur les sondes ATEX.

La justification de la validité des mesures de débit par les sondes ATEX reste à fournir.

Cette justification est d'autant plus importante si l'exploitant utilise ces données pour établir son PGS.

<b>Avis de l'inspection des ICPE : demande d'action corrective</b>
<b>Proposition de suites : demande d'action corrective 2024</b> <b>Faire valider les mesures de débit par les deux sondes ATEX via une mesure comparative normalisée externe.</b>  <b>Délai : avant fin 2024</b>

**Nom du point de contrôle n°3 : valeurs limites en COV en aval de l'oxydateur**

<b>Référence réglementaire : APMD DDPP-DREAL UD 38-2021-07-01 du 2 juillet 2021 (délai 3 mois)</b> Mise en demeure de respecter les valeurs limites fixées en aval de l'oxydateur à l'article 3.2.4 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05
<b>Prescription contrôlée</b>  <u>Demande d'action corrective 2023 n°3</u> L'exploitant doit réaliser une analyse des résultats d'autosurveillance au regard en particulier des futures normes en COVT (AM du 3/2/2022). La validité des mesures FID doit être confortée par des comparaisons avec les mesures externes.  <u>Demande d'action corrective 2023 n°4</u> Il est rappelé qu'il est nécessaire de tenir un registre des dysfonctionnements de l'OTR avec indication des causes et remèdes en application de l'article 3.2.1 de l'AP du 11/2/2019 et de l'article 2.9.4 de l'AM du 3/2/2022 transcrivant le BREF STS.
<b>Constats :</b>  La valeur limite applicable actuellement est de 20mg/Nm <sup>3</sup> sur gaz sec en COVNM (AP du 11/2/2019), le rendement de l'oxydateur étant inférieur à 98%. A compter du 9/12/2024, par application de l'AM du 3/2/2022 transcrivant le BREF STS, la valeur limite sera de 20mg/Nm <sup>3</sup> sur gaz sec en COVT. Les conditions de respect des valeurs limites sont fixées au point 1.3 de l'arrêté ministériel. Pour les mesures en continu, la valeur limite de 20 mg/Nm <sup>3</sup> sur gaz sec s'applique en moyenne journalière, une valeur de 30mg/Nm <sup>3</sup> étant définie en moyenne horaire. Pour les mesures périodiques, le 20mg/Nm <sup>3</sup> s'applique en moyenne sur la période de surveillance et le 30 mg/Nm <sup>3</sup> en moyenne horaire.  Aucune mesure externe n'a été réalisée en 2023. Le FID n'a pas fonctionné depuis la dernière inspection le 19 octobre 2023.  L'examen du respect des valeurs limites en concentrations fixées à l'article 3.2.4 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 (20mg/Nm <sup>3</sup> sur gaz sec en COVNM) a été réalisé sur la base du contrôle externe du 13/2/2024 ( mgeqC/Nm <sup>3</sup> sur gaz sec) : les résultats sont non conformes.

Valeurs contrôle externe COVT	Amont oxydateur	Aval oxydateur	Conclusion
13/02/24	31 000 Nm <sup>3</sup> /h sur sec 2836 mgeqC/Nm <sup>3</sup> sur sec 87,7 kgeqC/h	33 000 Nm <sup>3</sup> /h sur sec 67,9 mgeqC/Nm <sup>3</sup> sur sec kgeqC/h 64,5 mgeqC/Nm <sup>3</sup> en COVNM	Rendement 97,4 % sur COVT 97,5 % sur COVNM

On remarque que le rendement de l'oxydateur calculé avec des valeurs de débits amont et aval cohérentes (13/2/2024) est inférieur à 98%.

Il serait intéressant de réaliser les mesures amont et aval simultanément afin de fiabiliser le calcul du rendement de l'OTR.

L'exploitant n'est pas en mesure de donner le taux d'indisponibilité de l'OTR et du FID. Ces deux équipements critiques ne sont pas suivis correctement.

**Avis de l'inspection des ICPE : non respect de l'APMD sur la conformité des valeurs limites en COV en aval de l'OTR.**

#### **Proposition de suites**

**Proposition d'amende administrative de 15 000 euros.**

#### **Demande d'action corrective 2024**

L'exploitant doit réaliser une analyse des résultats d'autosurveillance au regard en particulier des futures normes en COVT (AM du 3/2/2022).

La validité des mesures FID doit être confortée par des comparaisons avec les mesures externes.

#### **Demande d'action corrective 2024**

Il est rappelé qu'il est nécessaire de tenir un registre des dysfonctionnements de l'OTR et du FID avec indication des causes et remèdes en application de l'article 3.2.1 de l'AP du 11/2/2019 et de l'article 2.9.4 de l'AM du 3/2/2022 transcrivant le BREF STS.

**Nom du point de contrôle n°4 : surveillance en continu à la cheminée de l'oxydateur**

**Référence réglementaire : AP d'astreinte journalière DDPP-DREAL UD38-2021-07-02 du 2/7/2021.**

#### **Prescription contrôlée**

APMD DDPP-DREAL-UD38-2020-06-08 du 10/6/2020

Respect avant le 31 août 2020 de l'article 10.2.1.1 de l'AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11/2/2019 qui stipule que la surveillance en continu des COT (exprimé en carbone total) doit être réalisé sur la



cheminée de l'oxydateur

**Constats :**

Il est rappelé q'un AP DDPP-DREAL UD38-2023-12-04 du 11 décembre 2023 a porté liquidation partielle de l'astreinte administrative journalière imposée par l'AP du 2 juillet 2021 suite aux constats réalisés le 19 octobre 2023.

Un FID est en place en sortie de l'OTR mais ne fonctionne pas.

Pour rappel, les concentrations rendues par le FID sont données en mgeqC/Nm<sup>3</sup> sur gaz humide, la teneur en eau des gaz étant de 2,2% lors du contrôle du 13/2/2024.

Pas de comparaison possible entre des valeurs d'autosurveillance (FID exploitant) et des valeurs de contrôle externe, faute de valeurs enregistrées.

Par ailleurs, l'exploitant avait indiqué une indisponibilité d'environ 6 mois du FID en octobre 2023 (problème cartes mémoires). Depuis, le FID n'a pas été remis en service.

**Avis de l'inspection des ICPE : non conforme**

**Proposition de suites : proposition de liquidation partielle de l'astreinte du 2/7/2021**

**Date de notification de l'APAA : 13/7/2021**

**Date du dernier constat de non respect ayant donné lieu à une levée partielle : 19/10/2023 non inclus**

**Date du nouveau constat de non respect : 25/6/2024**

**250 jours X 50 euros = 12 500 euros**

**Nom du point de contrôle n°5 : nuisances sonores**

**Référence réglementaire : AP DDPP-IC-2019-02-05 du 11 février 2019, titre 7**

**Prescription contrôlée**

Respect des valeurs limites d'émergence et des niveaux limites de bruit en limites de propriété

**Constats :**

Absence de plainte remontée à l'inspection.

Un point est fait sur l'état d'avancement du plan d'actions.

Équipement	Traitement acoustique	Bilan des actions
Chemine hall 10	Silencieux cylindrique	Réalisé fin 2023
TAR / Pompe TAR	Écran acoustique ou	Non réalisé

	remplacement	
Incinérateur	Écran acoustique ou adaptation du fonctionnement	fait
Ventilateur incinérateur	Capotage	
Rejets bâtiment hall 7	Silencieux	Non réalisé
<p>De nouvelles mesures ont été réalisées suite à la pose du silencieux au hall 10.  Les valeurs d'émergence sont encore en dépassement sur 3 points en ZER.  L'emergence au point 3 reste très élevée (autour de 10dB) à cause du fonctionnement de la TAR qui est par ailleurs à l'origine de tonalités marquées.</p>		
<b>Avis de l'inspection des ICPE : non conforme</b>		
<b>Proposition de suites : demande d'action corrective</b>		
<p><b>Plan d'action à poursuivre dans l'objectif d'une mise ne conformité sur l'ensemble des points.</b>  <b>La priorité doit être donnée à la réduction de l'impact sonore de la TAR.</b>  <b>Délai 6 mois</b></p>		

#### Nom du point de contrôle n°6 : modifications des conditions d'exploiter

<b>Référence réglementaire : APMD DDPP-DREAL-UD38-2023-12-18 du 20 décembre 2023, article 2</b>
<p><b>Prescriptions contrôlées</b></p> <p>Respect sous 6 mois des articles R181-46 et R122-2 du CE en déclarant avec tous les éléments d'appréciation, l'ensemble des modifications notables réalisées et non portées à la connaissance du préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'analyse préliminaire des risques a été réalisée en interne et l'étude de dangers a été confiée à un BE externe.  La consolidation des éléments de l'étude d'impact sera également confié à un BE externe.</p> <p>L'exploitant fait état d'une remise de dossier pour fin octobre 2024.</p>
<b>Avis de l'inspection des ICPE : non conforme</b>
<p><b>Proposition de suites : l'exploitant confirmera la remise du dossier pour fin octobre 2024.</b>  <b>sous 1 mois</b></p>

#### Point de contrôle n°7 : stockage nitrocellulose

<p><b>Référence réglementaire : règlement du 18/12/2006 – article 37-5 (REACH)</b>  APMD DDPP-DREAL-UD38-2023-12-18 du 20 décembre 2023, article 1</p>
<p><b>Prescription contrôlée</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures</p>

appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

**Constats :**

Selon l'AP du 11/2/2019, la quantité de nitrocellulose stockée ou utilisée sur le site ne peut pas dépasser 400kg.

Le 25 juin 2024, il a été constaté :

- un état des stocks indiquant 330 kg sur site
- une quantité réelle constatée à 250 kg (dont 240 kg dans le bungalow et environ 10kg dans le local poudre).

A noter que la consultation de l'état des stocks montre que le seuil des 400 kg est parfois dépassé (692 kg le 29 avril 2024).

Il a été vérifié les conditions de stockage décrites dans la FDS fournie par l'exploitant pour la nitrocellulose.

La nitrocellulose est stockée dans un bungalow non ventilé, en présence de diverses articles (bureau, chaises, bombes aérosols vides...). La chaleur dans le bungalow est importante et par ailleurs non surveillée (seuil de 40°C pour le stockage).

Dans le local poudre de l'atelier laques, un contenant entamé est stocké en présence de matières inflammables. Le récipient d'origine (sachet dans carton) n'est pas fermé hermétiquement.

Ces conditions de stockage et d'utilisation ne sont pas conformes à la FDS (point 7.1 et 7.2).

**Avis de l'inspection des ICPE : non conforme**

**Proposition de suites :**

**Proposition d'amende administrative de 5000 euros**

**Demande d'action corrective**

**L'exploitant doit veiller sans délai à la bonne tenue de l'état des stocks, au respect du seuil des 400 kg, au respect des conditions de stockage, manipulation et conservation après ouverture.**

